

Depuis sept ans qu'il réclame le crédit pour toutes les bonnes choses qui ont été réalisées, cette industrie est maintenant aux abois. Quand le ministre fera-t-il face à ses responsabilités? Qu'a-t-il l'intention de faire, dans le domaine de sa compétence, pour remédier à la situation? Ce sont de grandes usines dont la plupart sont établies dans la circonscription de Burin-Saint-Georges.

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et Océans):** Madame le Président, la division entre les pêches en mer et les pêches intérieures fait l'objet de débats considérables depuis des années. Le député ne s'en souvient peut-être pas, mais le gouvernement qui a multiplié les usines de traitement du poisson—et je n'essaie pas de lui renvoyer la balle; je suis simplement en train d'établir certains faits—a également établi une division entre la pêche en mer et la pêche intérieure dans une proportion de 15 p. 100 pour la première et de 85 p. 100 pour la seconde. J'ai résisté à cet avis du gouvernement de Terre-Neuve. Nous avons essayé d'aider les pêcheurs en haute mer, et de grands bateaux de pêche ont obtenu des augmentations très substantielles du nombre de leurs ports de relâche. Toutefois, les grandes sociétés, aux prises avec des stocks plutôt élevés par suite de la réticence des États-Unis à accumuler le poisson dans leurs entrepôts, éprouvent des difficultés. L'Office des prix des produits de la pêche a étudié cette question, formulé des recommandations en conséquence, que j'espère transmettre au cabinet d'ici quelque jours.

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

### LA CHUTE DES REVENUS

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Madame le Président, les Américains ont la bombe à neutrons, qui tue les gens sans détruire les immeubles; quant à nous, nous avons un ministre des Finances et des taux d'intérêt qui donnent le même résultat.

Ma question s'adresse au ministre des Finances et porte sur les revenus agricoles, l'endettement des agriculteurs, et les bénéfices des banques. Statistique Canada a révélé qu'en 1980, les revenus agricoles ont baissé de 16 p. 100 partout au Canada. Au Manitoba, il a diminué de 75 p. 100 et en Ontario, de 30 p. 100. Quant aux dettes, elles ont augmenté au point que l'endettement total pour l'Ontario, soit 600 millions de dollars, est égal au revenu agricole total pour l'année 1980. Les bénéfices des banques ont atteint 1.2 milliard de dollars.

**Mme le Président:** A l'ordre. Les députés exagèrent. Ils mettent tellement de temps à poser leurs questions que je me demande combien de temps je dois laisser pour la réponse, car il est évident que la réponse doit parfois être un peu plus longue que la question. Les députés voudraient-ils poser des questions plus courtes?

**M. Rae:** Madame le Président, je vais poser une question très simple. Étant donné cette évolution de l'endettement et des bénéfices bancaires, comment est-il possible que le ministre ait pu dire la semaine dernière que les banques «saignaient un peu», alors que tout indique que ce sont les agriculteurs, les

## Questions orales

propriétaires de maison et des chefs de petites entreprises qui se saignent à blanc et non les banques?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, vous avez bien invité le député à poser une question, mais je ne l'ai pas entendue. Il devrait choisir une autre tribune s'il veut prononcer des discours de ce genre.

### LE PLAN HYPOTHÉCAIRE DE LA BANQUE ROYALE

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Madame le Président, le ministre pourrait-il m'expliquer comment il a pu déclarer la semaine dernière à la Chambre, que la Banque Royale avait fait une proposition progressiste en préconisant d'accroître l'endettement des propriétaires de maisons. Il a dit que c'était un pas dans la bonne direction et que cela coûterait à la Banque Royale 0.4 p. 100 de ses profits. Comment le ministre a-t-il le front de déclarer que ce genre de proposition visant à augmenter l'endettement des propriétaires de maisons d'environ \$2,000, \$3,000, \$4,000 ou \$5,000 est un pas dans la bonne direction?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je vais essayer d'expliquer à l'honorable représentant qu'il y a dans les circonstances actuelles, un certain nombre de propriétaires qui ont des difficultés de trésorerie et de constitution d'avoirs. Une option leur est offerte qui vise à minimiser ou à alléger les problèmes de trésorerie par le biais d'un report d'intérêt.

**M. Rae:** Appelez-vous cela un choix?

**M. MacEachen:** L'honorable représentant désapprouve cette proposition. J'estime qu'il devrait permettre aux propriétaires de maisons de pouvoir choisir cette option et de décider eux-mêmes si elle est opportune dans les circonstances. Le député dit qu'il ne s'agit pas d'un choix, mais il a tort parce que si on donne ce choix, un certain nombre de propriétaires préféreront payer leur hypothèque au taux élevé qu'à un taux réduit. C'est donc à eux qu'il appartiendra de décider, mais je crois que cette option peut être utile aux propriétaires de maisons ayant des problèmes de liquidités à court terme ou temporaires et c'est ce à quoi cette mesure est destinée.

\* \* \*

[Français]

### LA PETITE ENTREPRISE

#### L'OBLIGATION POUR L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE— ON DEMANDE L'EXTENSION DU PROGRAMME

**M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des petites entreprises et a trait au programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise. J'aimerais savoir combien d'entreprises au Canada et, si possible, au Québec se sont prévaluées de ce programme, si le ministre a l'intention de faire des recommandations pour l'extension de ce programme et s'il y a eu des communications avec le ministre des Finances au sujet de l'extension de ce programme qui touche aux petites entreprises.